



DES DIZAINES DE PLANS EN COURS...

TOUS UNIS POUR EMPÊCHER LES LICENCIEMENTS !

IL FAUT UNE RIPOSTE UNIE CONTRE LA POLITIQUE DE MACRON ET LES PLANS DU PATRONAT !

Les plans de licenciements pleuvent par centaine et la seule politique du gouvernement c'est encore de donner des milliards aux entreprises, ce qui n'a aucun effet. Un tiers des entreprises du CAC40 licencient à tour de bras pour verser 30,3 milliards d'euros aux actionnaires ! Cet argent doit servir aux emplois, aux conditions de travail et aux salaires... à celles et ceux qui travaillent vraiment !

Il faut un plan de bataille contre les licenciements

Face à ce désastre social, aucun plan de lutte n'est proposé par les directions syndicales. Sans un rapport de force national, certains vont devoir accepter des enveloppes d'indemnisation à peine décentes et c'est compréhensible. D'autres, comme à la Raffinerie de Grandpuits, sont en grève pour zéro suppression d'emploi. À Sanofi, une journée nationale de grève a eu lieu. Il faut donc bien unir tout cela pour gagner !

Plusieurs initiatives de syndicats ou structures interprofessionnelles les plus combatives ont vu le jour comme la marche pour l'emploi de l'UD CGT 13 en octobre, et cet appel national des Tui à manifester le 23 janvier contre les licenciements, ou les Cargill. Celles-ci vont dans le bon sens, mais comment faire pour que l'impact ne soit pas trop limité ? Il ne s'agit pas de seulement rassembler tout ceux qui luttent au même endroit et à la même heure.

D'une part, la lutte doit s'ancrer localement parce que c'est l'unité des travailleurs sur les bassins d'emplois qui aide au rapport de force. Pousser les structures syndicales, dans les entreprises, à soutenir activement les travailleurs et à refuser tout licenciement. Avoir des journées de grève sur les bassins d'emploi, avec le soutien de la population, avec des appels pour débrayer les autres entreprises. Même s'il y a des dates différentes selon les villes ou les secteurs, elles peuvent être coordonnées pour avancer vers une mobilisation régionale puis nationale tous ensemble.

D'autre part, avoir un objectif de date(s) nationale et centrale, et c'est aussi le rôle que nous devons exiger des directions syndicales, pour dénoncer ces patrons voyous et leurs complices Macron-Lemaire. Préparer ces initiatives et cet objectif demandant un travail interne, et coordonné par les syndicalistes en lutte, dans les différentes confédérations syndicales pour les obliger à prendre en charge la mobilisation et rallier les différents syndicats à la démarche.

Unissons autour d'une plateforme de revendications contre Macron et le capitalisme

La lutte contre les licenciements est liée à la lutte contre la politique de Macron. Il continue de nous faire payer la crise et profite même du covid pour attaquer encore nos droits. Il renforce l'autoritarisme et la répression et c'est la politique des capitalistes qu'il applique. L'ensemble des syndicats et partis de gauche qui rejettent le capitalisme doivent organiser l'opposition ensemble avec une plateforme de revendications défendant les intérêts de toute la classe ouvrière :

- **Zéro licenciement, suppression de poste ou fermeture de site, ouverture des livres de comptes des entreprises**
- **Un emploi pour tous et toutes, baisse du temps de travail avec embauches équivalentes**
- **L'argent public doit servir à un plan massif de créations d'emplois publics et développement des services publics dans les secteurs où il y en a besoin**
- **Expropriation/nationalisation des grands groupes, en premier ceux qui licencient, sous le contrôle des travailleurs**
- **Des augmentations de salaires, qu'ils soient égaux pour tous et toutes au même poste**
- **Non à la casse des retraites, de la Sécu et de l'assurance chômage**
- **Abrogation des lois travail I et II et retrait des ordonnances de dérégulation du travail**
- **Non aux violences policières, à la répression et au racisme**

La lutte qui commence ne peut se contenter de revendiquer une « interdiction des licenciements » qui est malheureusement illusoire. Les capitalistes possèdent les entreprises, c'est pour cela qu'ils nous exploitent et peuvent nous licencier tout en nous appelant « leurs collaborateurs »... Pour qu'il n'y ait plus aucun licenciement, alors il faut lutter pour la nationalisation des entreprises qui licencient par l'expropriation des capitalistes et la mise en propriété publique sous le contrôle et la gestion des travailleurs-ses. C'est ce que devra faire un véritable gouvernement de défense des travailleurs et de la majorité de la population.

C'est pour cela que notre lutte est une lutte contre le capitalisme, pour le socialisme, pour qu'ainsi nous puissions planifier démocratiquement la production en fonction de nos besoins, organiser des reconversions quand nécessaire et partager le travail entre tous pour que chacun-e puisse vivre décemment.

TRACT ÉDITÉ PAR LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

CONTACTEZ-NOUS POUR DISCUTER, AGIR AVEC NOUS, NOUS REJOINDRE

contact@gaucherevolutionnaire.fr - Tel : 07.81.32.75.89 - Facebook / Twitter : Gauche Révolutionnaire

WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR